

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général de Gaulle
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 20/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société TSM

2, rue de Kingersheim
68120 RICHWILLER

Références : 0638_2022_04_13_TSM

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement TSM implanté 2, rue de Kingersheim 68120 RICHWILLER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TSM
- 2, rue de Kingersheim 68120 RICHWILLER
- Code AIOT dans GUN : 0006700638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Traitements de Surface et Mécanique (TSM) assure la protection des métaux contre la corrosion en réalisant des traitements de surface.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie et moyens d'intervention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte incendie – moyens et entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé l'absence d'un dispositif d'évacuation des fumées en partie haute de la toiture

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : L'exploitation ne dispose pas d'un système de désenfumage ni d'évacuation d'air. Les entrées d'air frais se situent au niveau des portes de l'usine
Observations : La toiture de l'atelier n'est pas équipée de système d'ouverture automatique de désenfumage. Le bâtiment date des années 1970. L'exploitant demande un délai d'un an, afin de mener les études et supporter financièrement le coût.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification électrique DEKRA Ref 010120342101 suite à la vérification réalisée du 20/12 au 22/12/2021. Ce rapport ne relève pas de défaut de mise à la terre des équipements et installations.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Le jour de l'inspection l'exploitant a présenté les doubles sondes de niveaux de l'établissement pour les bains chauffés. Ces sondes sont reliées au système de chauffage des bains, et en cas de détection d'un niveau trop bas du liquide elles coupent automatiquement l'alimentation électrique. L'exploitant déclare que tous les bains chauffés sont équipés de ce système, permettant d'éviter le risque d'incendie. Une sonde de niveau chargée de détecter une fuite est placée dans la rétention. Elle déclenche automatiquement une alarme si elle détecte la présence d'un liquide.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification de l'ensemble de ses moyens de protection et de lutte contre les incendies ainsi que le compte rendu de formation dispensé à son personnel pour la manipulation des équipements contre le feu. La dernière formation a été réalisée le 6 octobre 2021. L'inspection a constaté que les extincteurs étaient en bon état et vérifiés annuellement.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : Les 2 entrées de l'usine sont rehaussées de 10 cm. Le sous bassement de l'usine permet de maintenir les eaux d'extinction incendie dans le bâtiment. L'usine a une surface de 1 627 m ² , ce qui en tenant compte de la rehausse des entrées permet d'obtenir un volume de stockage de 163 m ³ auquel il convient d'ajouter un volume (des 3 rétentions) de 257 m ³ . La capacité totale de stockage est donc de 420 m ³ . Sur site, il y a 77 m ³ de baux de traitements listés toxiques ou très toxiques soit 80 Tonnes. En prenant le ratio de 5m ³ par tonne de produit, on obtient un besoin d'avoir une rétention de 400 m ³ . La rétention de l'usine paraît correctement dimensionnée.
Observations : L'exploitant a confirmé par mél après la visite, que le site n'a aucune ouverture ni canalisation vers l'extérieur qui serait sous un seuil inférieur au niveau des merlons des seuils des 2 portes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet